

**ACCORD CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(C.C.A.P.)**

**Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile**

**ENAC  
Ecole Nationale de l'Aviation Civile  
7 avenue Edouard Belin  
BP 54005  
31055 Toulouse Cedex 4**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 202500TIC064**

**établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Techniques de  
l'information et de la communication**

**Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques.**

---

**202500TIC064**

**Assistance technique au support et à l'exploitation du système d'information de  
l'ENAC**

---

**Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du  
Code de la commande publique.**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Article 1 - Objet du contrat.....	3
Article 2 - Décomposition du contrat .....	3
2-1-Allotissement .....	3
2-2-Forme du contrat .....	3
Article 3 - Généralités.....	4
3-1-Pièces contractuelles.....	4
3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale .....	4
3-3-Protection de l'environnement .....	5
3-4-Réparation des dommages.....	5
3-5-Assurances.....	5
3-6-Autres obligations .....	5
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations .....	7
4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution .....	7
4-2-Exécution complémentaire.....	8
4-3-Pénalités de retard.....	8
4-4-Remplacement d'un personnel de l'équipe dédiée.....	8
Article 5 - Prix et règlement.....	8
5-1-Contenu des prix .....	8
5-2-Variation des prix.....	8
5-3-Modalités de règlement.....	9
5-4-Périodicité des paiements.....	10
5-5-Avance.....	10
5-6-Sûretés .....	10
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
6-1-Lieu d'exécution.....	11
6-2-Propriété intellectuelle.....	11
6-3-Description des prestations.....	11
Article 7 - Constatation de l'exécution : Opérations de vérifications-décisions après vérifications.....	11
Article 8 - Dispositions diverses.....	12
8-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations.....	12
8-2-- Description du traitement de données à caractère personnel .....	12
Article 9 - Résiliation.....	15
Article 10 - Litiges et différends .....	15
Article 11 - Dérogations aux documents généraux.....	15

## **Article liminaire : Présentation de l'ENAC**

Créée en 1949 à Orly, installée à Toulouse depuis 1968, l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) est l'unique exemple d'une seule école proposant un ensemble aussi large et aussi complet de formations et d'activités destinées au domaine aéronautique et en particulier au secteur du transport aérien. L'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), sous tutelle du Ministère de la Transition écologique et solidaire.

Le Département Admissions et Vie des Campus a pour vocation à constituer un « guichet unique » assurant l'interface entre les élèves et stagiaires de l'école et les différents services de celle-ci, sur les fonctions suivantes :

- Recueil des inscriptions, suivi des admissions, organisation du recrutement pour toutes les formations, en coordination avec le pôle des programmes pédagogiques et les départements responsables des formations pour les aspects pédagogiques.

- Organisation de la préparation aux concours internes

- Gestion du plan de charge des résidences

- Accueil et vie des étudiants et stagiaires sur le campus de l'école

Soit toutes les opérations, distinctes du développement et de la pédagogie, qui contribuent aux admissions et à la vie des campus

Le département Admissions et Vie des Campus, dirigé par une Cheffe de Département est constitué par :

- Une subdivision Etudiants Civils

- Une subdivision Elèves Fonctionnaires

Basé sur le site de Toulouse ce département a, sur les autres sites de l'école, des correspondants qui lui sont fonctionnellement rattachés.

## **Article 1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Prestations d'assistance technique au support et à l'exploitation de l'infrastructure, des ressources matérielles, logicielles et applicatives pour le maintien en conditions opérationnelles du Système d'Information (SI) de l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile.

Cela comprend :

- Le support et l'assistance de niveau 2 aux utilisateurs du SI
- La surveillance et la supervision des différents composants matériels et logiciels du SI
- L'exploitation et l'administration de l'infrastructure, des équipements, des systèmes des logiciels et des applications du SI
- 

Les prestations d'assistance sont décomposées en :

- **unités d'œuvre de fond** pour des tâches à exécuter **quotidiennement**.
- **unités d'œuvre ponctuelles** pour des opérations **à la demande selon les besoins**.

## **Article 2 - Décomposition du contrat**

### **2-1-Allotissement**

Les prestations font l'objet d'un lot unique car l'allotissement rendrait techniquement difficile la réalisation du marché.

### **2-2-Forme du contrat**

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 1 200 000 €HT par période soit 4 800 000 € HT pour la durée totale de l'accord cadre en application de l'article R2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique.

Des prestations, exceptionnellement non définies, pourront être commandées par voie de bons de commande dans la limite de 5% du montant total du marché, sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

### **Modalités de passation des bons de commande**

En cas de commande ayant pour objet la réalisation de prestations en mode projet, l'ENAC fera parvenir son expression de besoin au titulaire qui disposera de 10 jours ouvrés pour faire parvenir une proposition technique et financière. Cette proposition pourra comprendre en fonction de l'objet de la demande, un retroplanning, la composition de l'équipe dédiée et la méthodologie et l'organisation proposées pour la réalisation de la prestation ainsi qu'un devis détaillé par profil. L'ENAC disposera de 10 jours ouvrés pour faire parvenir ses commentaires.

Ces délais pourront être raccourcis en cas d'urgence et après accord du titulaire.

Un bon de commande sera envoyé avant tout commencement d'exécution.

### **Durée d'exécution des bons de commande**

Les bons de commande passés pendant la durée du présent marché devront être poursuivis jusqu'à leur complète exécution, dans les conditions fixées au présent marché. L'émission de bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur exécution ne pourra intervenir au-delà d'une durée supérieure à **six mois** au-delà de la fin de validité du marché.

## **Article 3 - Généralités**

### **3-1-Pièces contractuelles**

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et l'annexe financière (BPU);
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-TIC) des marchés publics des Techniques de l'Information et de la Communication (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- l'offre technique du titulaire y compris le cadre de mémoire technique complété ;
- Plan Assurance Qualité
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- les bons de commande liés au présent marché.

### **3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale**

#### **3-2-1-Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera calculé dans les conditions suivantes : ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

#### **3-2-2-Clause sociale**

Sans objet.

#### **3-3-Protection de l'environnement**

Chaque mission du présent marché devra prendre en compte les volets environnementaux et développement durable : l'ensemble de l'accompagnement devra impérativement être réalisé conformément aux exigences réglementaires environnementales mais également proposer des mesures environnementales pertinentes dans les opérations menées qui ne sont pas forcément réglementaires.

Le prestataire mettra en œuvre tous les moyens visant à réduire l'empreinte environnementale de ses outils numériques : l'utilisation d'espace collaboratif de travail pour limiter le nombre de mails, l'augmentation de la durée de vie de ses outils informatiques, notamment grâce à la réparation des matériels, toute autre solution contribuant à la sobriété numérique.

### **3-4-Réparation des dommages**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire **dans la limite du montant du marché.**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas de pannes dues à un mauvais entretien, le titulaire doit prendre à sa charge les réparations et/ou le remplacement des pièces défectueuses ainsi que la main d'œuvre.

### **3-5-Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG TIC.

**Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci,** qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **3-6- Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**

#### **3-6-1- Rappel des obligations du titulaire**

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

#### **3-6-2-Modalités de contrôle et de sanction**

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur

peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

### **3-7-Autres obligations**

#### **3-7-1-Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies par le Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 32.1 du CCAG FCS).

#### **3-7-2-Confidentialité et sécurité**

##### a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

##### b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre
- garantir leur confidentialité
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

#### c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

### **3-7-3-Obligations diverses**

#### - Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour ce qui concerne les prestations objet des UO de fond à réaliser telles que définies au CCTP ainsi que le respect des délais d'exécution figurant au marché ou au bon de commande.

#### - Obligation de moyens :

Le titulaire est tenu à une obligation de moyens pour ce qui concerne les prestations objet des UO ponctuelles à réaliser telles que définies au CCTP ainsi que le respect des délais d'exécution figurant au marché ou au bon de commande.

#### - Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée.



- Obligation d'information :

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent acte d'engagement / cahier des clauses particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

## **Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations**

### **4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution**

Le présent accord cadre est passé pour une durée de 1 an à compter du 26/10/2025 ou de sa date de notification si elle est postérieure.

Il est reconductible de manière tacite, 3 fois 12 mois, soit une durée totale de 48 mois.

Le titulaire de l'accord cadre ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique.

En cas de non reconduction, le délai de préavis est de 2 mois.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les bons de commande.

### **4-2-Exécution complémentaire**

#### **4-2-1-Modification du contrat – Clause de réexamen**

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

La procédure de réexamen peut être initiée dans les cas suivants : tous les éléments du contrat et en particulier les éléments ayant pour objet les modalités de variation des prix et la mise à jour du périmètre d'intervention des prestations en cas de modifications supérieure à 5%.

De plus, lorsque, en cours d'exécution, le Titulaire estime qu'il est en mesure de proposer une amélioration quant aux modalités d'exécution de l'accord-cadre, il en fait la proposition l'ENAC.

Ces propositions ne peuvent avoir pour effet d'apporter des modifications aux éléments non négociables dans les documents de la consultation tels qu'initialement publiés.

Lorsque cette amélioration a une incidence financière, le Titulaire présente à l'ENAC :

- La nature des modifications proposées
- Le coût de mise en œuvre de l'évolution
- Les évolutions des pièces de l'accord-cadre éventuellement nécessaires
- Les économies induites par l'évolution
- Le délai de retour sur investissement

Si l'ENAC souhaite mettre en œuvre cette évolution :

Il conclura, le cas échéant, un avenant avec le Titulaire pour apporter les modifications nécessaires aux pièces de l'accord-cadre

L'ENAC n'a aucune obligation de motiver sa décision d'acceptation ou de refus

#### 4-2-2-Réalisation de prestations similaires

En application du Code de la commande publique, des marchés négociés pourront être passés ultérieurement.

#### 4-3-Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités forfaitaires suivantes :

- Non-respect de la procédure de remplacement d'un intervenant : 100 € HT par remplacement
- Absence de fourniture des indicateurs d'activité et de qualité et tableaux de bord au comité de pilotage : 100 € HT par élément manquant
- Absence de fourniture des documents (rapport sur l'état du parc, états récapitulatifs...), rapports d'activité par UO et compte rendu pour le comité de pilotage : 100 € HT par élément manquant
- Absence à un comité ou à une réunion obligatoire : 100 € HT par absence
- Non-respect des délais de mouvement d'équipement ou de logiciel : 100 € HT par demande
- Non-respect des délais de prise en compte indiqués au CCTP par UO : 150€ HT
- Non-respect des délais de résolution indiqués au CCTP par UO : 50 € HT par heure de retard

Le montant des pénalités pour non respect des délais de résolution sont plafonnées à 500 € HT par incident.

La gravité des incidents est définie comme suit :

- Incident bloquant : incident empêchant l'exploitation de tout ou partie du système d'information de l'ENAC ou mettant en cause l'intégrité des données et pour laquelle aucune solution de contournement ne peut être mise en œuvre
- Incident non bloquant : incident ne perturbant pas l'exploitation du système d'information de l'ENAC

#### 4-4-Remplacement d'un personnel de l'équipe dédiée

**Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, en cas de changement définitif d'un personnel dédié à la réalisation des prestations, le titulaire devra en avvertir le pouvoir adjudicateur dans un délai de deux mois avant la date du départ effectif. Le titulaire proposera un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours pour notifier sa décision de récusation du remplaçant.** Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur pendant 30 jours vaut acceptation du remplaçant.

### Article 5 - Prix et règlement

#### 5-1-Contenu des prix

**Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires et unitaires**, sur la base de l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

## 5-2-Variation des prix

**Le calcul de la révision de prix est à la charge du titulaire. Celui-ci adresse, par tout moyen électronique permettant de déterminer date certaine de réception, ses nouveaux tarifs à compter de la date anniversaire du marché, justificatifs du calcul à l'appui.**

Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [ 0,125 + 0,875 \times \text{SYN R\`ev}(n)/\text{SYN R\`ev}(o) ]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

SYN R\`ev

- Indice(o) est la valeur de l'indice correspondant aux conditions économiques du mois zéro
- Indice(n) est la valeur de l'indice antérieur de 3 mois à la date anniversaire du marché

Les index sont publiés sur le site du Moniteur

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le prix ainsi révisé sera arrêté à deux décimales.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 12 mois.

Le premier calcul du coefficient de révision interviendra à la date anniversaire de la notification du marché.

### **Clause de sauvegarde**

L'ENAC se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif, si ce changement conduit à une augmentation de plus de 5%.

Cette résiliation sera effective dans les 4 mois à compter de la date à laquelle le nouveau tarif devrait être appliqué. La décision ainsi que la date effective de résiliation sera signifiée dès le calcul du nouveau tarif au titulaire du marché.

L'ancien tarif continuera à s'appliquer jusqu'à cette résiliation.

## 5-3-Modalités de règlement

### 5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-26 du Code de la commande publique.

### **5-3-2-TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **5-3-3-Présentation des demandes de paiement**

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La facture libellée au nom L'ENAC, doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- La référence de l'opération (202400TIC025)
- Le N° d'engagement juridique (Transmis par l'ENAC après la notification de l'accord-cadre)
- Les nom et adresse du bénéficiaire des prestations,
- La désignation de la prestation exécutée
- Le montant hors-taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,

Le montant TTC,

- La date d'exigibilité,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire,
- Le numéro de TVA intracommunautaire L'ENAC : FR57193112562,
- Le numéro de SIRET de l'ENAC : 19311256200015
- Le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire.

### **Facturation électronique :**

Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Il sera fait application du Décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Outre les mentions prévues à l'article 1 du Décret précité, les informations suivantes sont à faire figurer dans la demande de paiement :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENAC en tant que destinataire de la facture :

### **ENAC - Toulouse Rangueil : 193 112 562 00015**

- Le numéro d'engagement juridique qui sera le n° du bon de commande émis par l'ENAC, ou un n° communiqué par l'ENAC à la notification du marché si ce dernier n'est pas à commandes.

### **5-3-4-Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

### **5-3-5-Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

### 5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 au R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

### 5-4-Périodicité des paiements

Les prestations objet des UO de fonds feront l'objet de paiements mensuels à terme échu.

Les prestations objet des UO ponctuelles feront l'objet d'un paiement à la réalisation des prestations.

### 5-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue pour tout bon de commande de plus de 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est de plus de 2 mois à hauteur de 5% du montant du bon de commande afférent. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

### 5-6-Sûretés

Sans objet.

## Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

### 6-1-Lieu d'exécution

Les prestations se dérouleront dans les locaux de **l'ENAC à Toulouse** ou le cas échéant dans les locaux du prestataire selon la demande du Pouvoir Adjudicateur conformément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 6-2-Propriété intellectuelle

Dans le cadre du présent marché, les dispositions du CCAG/TIC sont applicables et font partie intégrante du présent marché.

A ce titre, tous les programmes, procédures, documents et plus généralement tous les travaux qui sont émis et réalisés par le titulaire pour les besoins de l'ENAC dans le cadre du présent marché sont considérés comme des résultats au sens de l'article 43.1 du CCAG-TIC et en conséquence, l'ENAC en est propriétaire.

Ce droit s'applique dans la limite des connaissances antérieures expressément identifiées.

### 6-3- Moyens mis à disposition du titulaire

Conformément au Cahier des Clauses Techniques Particulières, la MOE fournira à chaque personnel du prestataire qui travaillera sur le site **un bureau avec un poste de travail informatique équipé du standard bureautique ENAC** et lui permettant l'accès aux ressources autorisées de l'école. Tout autre matériel supplémentaire qui pourrait être demandé sera soumis à l'accord de la MOE.

Les personnels du prestataire devront veiller à **maintenir en bon état de propreté et de rangement leur environnement de travail et ils devront prendre soin des équipements mis à leur disposition ainsi que ceux dont ils auront en charge la surveillance et l'exploitation.**

En cas de non-respect de ces règles, **la MOE pourra demander la réparation ou le remplacement**

des équipements endommagés au frais du prestataire.

## **Article 7 - Constatation de l'exécution : Opérations de vérifications-décisions après vérifications**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre, par dérogation aux conditions prévues aux articles 30 et 31 du CCAG TIC.

Les prestations objet des UO de fonds feront l'objet d'une vérification quantitative et qualitative simples mensuelles qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps. Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à ces vérifications est de 15 jours à compter de la réalisation des prestations.

Les UO ayant pour objet des **prestations ponctuelles** (facturation au jour ou à l'heure) feront l'objet d'une vérification quantitative et qualitative définies lors de l'émission du bon de commande et dépendront de la démarche utilisée pour la réalisation des prestations (mode projet ou non).

Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG TIC par le pouvoir adjudicateur.

## **Article 8 - Dispositions diverses**

### **8-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations**

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les conditions suivantes :

- pendant la durée du marché, les différents échanges se feront par voie **EXCLUSIVEMENT** dématérialisée par l'envoi d'un courriel soit par fax, accompagné des pièces jointes nécessaires, à l'adresse mail précisée par le titulaire à l'acte d'engagement ou à une adresse mail qui figurera dans l'offre et identifiée spécifiquement comme l'adresse où envoyer les pièces.

**Le titulaire s'engage, dans les 24 heures suivant l'envoi de ce courriel, à accuser réception par écrit ou retour d'e-mail.** Dans le cas contraire le courriel sera considéré comme reçu par le titulaire à la date de l'accusé de réception électronique, et vaudra notification de la communication.

### **8-2-- Description du traitement de données à caractère personnel**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché, désigné ci-après « le sous-traitant » s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement (l'acheteur) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

#### **8-2-1- Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement faisant l'objet de la sous-traitance,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de

toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### **8.2.2.1 - Sous-traitance ultérieure**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieure.

L'acheteur dispose d'un délai maximum de 21 jours à compter de la date de réception de cette information de demande de sous-traitance pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur public n'a pas émis d'objection pendant le délai susmentionné.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### **8.2.2.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

#### **8.2.2.3 - Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent marché.

#### **8.2.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : [dpo@enac.fr](mailto:dpo@enac.fr).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais

et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### **8.2.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **8.2.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **8.2.2.7 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.



#### **8.2.2.8 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **8.2.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du Règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **8.2.2.10- Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### **8.2.3- Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,

Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

### **Article 9 - Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 47 à 51 du CCAG TIC

### **Article 10 - Litiges et différends**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG TIC. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

### **Article 11 - Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC par l'article 4.3 du CCAP

Dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC par l'article 4.4 du CCAP

